Le conflit en Ossétie-du-Sud : la Géorgie contre la Russie

Par **Tracey C. German**

Tracey C. German, *Lecturer* au département des Études de défense du King's College de Londres, mène des recherches sur les questions de sécurité dans la région du Caucase, et tout particulièrement sur le conflit tchétchène et les relations entre la Géorgie et la Russie.

Texte traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Benjamin Bloch

La liquidation de l'URSS a réveillé en Ossétie-du-Sud et en Abkhazie les revendications nationalistes. Moscou a constamment usé de son soutien aux populations d'origine russe pour affaiblir globalement une Géorgie jugée trop indépendante. Ni les menaces du nouveau président géorgien, ni ses propositions nouvelles n'ont pu dénouer la crise. Seul un engagement plus lourd de la communauté internationale dans une région essentielle pour sa sécurité pourrait sans doute débloquer une situation dangereuse.

politique étrangère

Lorsque l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) s'est désagrégée, au début des années 1990, plusieurs des nombreux groupes ethniques peuplant la Géorgie ont ranimé leurs revendications d'autodétermination. La guerre a éclaté en Ossétie-du-Sud et en Abkhazie, et, depuis plus de 10 ans, ces deux régions sont *de facto* indépendantes. Sur les conflits séparatistes qui agitent la Géorgie, l'ombre du puissant voisin du Nord est manifeste, Moscou essayant de maintenir son influence sur cet État du Sud-Caucase. Tbilissi a fréquemment accusé la Russie de saper sa souveraineté en soutenant les provinces séparatistes.

Fin mai 2004, Mikhaïl Saakachvili, galvanisé par son succès en Adjarie, offrait à l'Ossétie-du-Sud et à l'Abkhazie un « statut spécial » au sein de la Géorgie, proposant la création d'un État fédéral avec des autonomies réelles. Des deux régions, l'Ossétie-du-Sud semblait la mieux disposée à transiger et à faire des concessions à Tbilissi.

La volonté de M. Saakachvili de consolider l'intégrité territoriale de la Géorgie a entraîné un regain de tension avec la Russie, laquelle entretient un contingent de maintien de la paix en Ossétie-du-Sud et fournit également un soutien tacite à la région séparatiste. Les espoirs d'une résolution rapide de l'interminable conflit d'Ossétie-du-Sud se sont rapidement évanouis avec l'aggravation des tensions. Les craintes ont ressurgi d'une confrontation armée entre troupes russes et géorgiennes, stationnées dans la région séparatiste pour y maintenir la paix. Le président géorgien a averti qu'un conflit armé généralisé en Ossétie-du-Sud engagerait les relations bilatérales russo-géorgiennes et ne pourrait être considéré comme un simple conflit interne[1].

Depuis que la Géorgie s'est déclarée indépendante de l'URSS en 1991, les relations Tbilissi-Moscou sont empreintes de méfiance et de tension. La Géorgie a tenté de maintenir une politique étrangère autonome et pragmatique qui l'éloigne de la sphère d'influence russe ; et la nouvelle classe dirigeante a cherché l'implication d'acteurs extérieurs tels que l'Union européenne (UE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ou les États-Unis, démontrant ainsi son désir de s'intégrer à l'Occident. Tout cela contrarie Moscou qui n'apprécie guère les penchants européens de son voisin du Sud, pas plus que sa lucrative relation avec Washington, qui se traduit entre autres choses par l'élargissement de l'influence militaire américaine au Sud-Caucase[2].

Vladimir Poutine a clairement confirmé que Moscou continuerait à tenter d'influencer les anciens États soviétiques. Mais la manipulation des événements dans des régions telles que l'Ossétie-du-Sud ou l'Abkhazie, loin de lui permettre de sauver son influence, a accéléré le glissement de la Géorgie vers l'Occident, renforçant son désir de rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de réduire l'ascendant russe.

L'Ossétie-du-Sud ne cherche pas à devenir un État indépendant. Elle en appelle plutôt à la réunification avec les Ossètes vivant dans la République russe d'Ossétie-du-Nord-Alanie, de l'autre côté de la frontière, dans le nord du Caucase. Le russe est la langue officielle de la région, le rouble russe sa monnaie officielle, et en février 2004, le dirigeant sud-ossète Edouard Kokoïty déclarait que 95 % des quelque 100 000 habitants de la république avaient opté pour la citoyenneté russe. Un régime spécial – vu comme preuve de l'ingérence russe dans les affaires géorgiennes –, permet aux personnes d'ethnie ossète, ainsi qu'aux Abkhazes et aux Adjars, d'ob-

1. BBC Monitoring (version en ligne), 9 septembre 2005, *Imedi TV*, Tbilissi, 16:02 GMT.
2. Le soutien financier des États-Unis à la Géorgie se monte à plus d'un milliard de dollars, ce qui fait des Géorgiens les seconds plus grands bénéficiaires par habitant de l'aide américaine – après les Israéliens.

tenir la citoyenneté russe en évitant la très longue procédure habituelle[3]. Comme la Géorgie n'autorise pas la double nationalité, une partie importante de la région située à la frontière nord du pays se trouve hors contrôle de Tbilissi, peuplée de citoyens « étrangers ».

La majorité de la population d'Ossétie-du-Sud ayant choisi la citoyenneté russe, Moscou peut invoquer la sécurité de ses ressortissants comme motif d'escalade dans le conflit. C'est ce qu'ont fait les autorités russes en juillet 2004, en déclarant que Moscou « ne restera pas indifférent au sort de ses citoyens, dont fait partie la majorité absolue de l'Ossétie-du-Sud »[4]. Andreï Kokochine, président de la Commission sur les affaires de la Communauté des États indépendants (CEI) de la Douma affirmait alors que la Russie « ne restera[it] pas à l'écart » si la Géorgie recourait à la force : « Beaucoup d'habitants d'Ossétie-du-Sud sont des citoyens russes et la Russie a le droit de défendre la vie, la liberté, la propriété et la santé de ses citoyens en utilisant tous les moyens dont dispose un État dans ces circonstances »[5].

Les origines du conflit

Pou David Darchiashvili, les séparatismes ossète et abkhaze ne résultent pas d'un « complot russe », mais d'un « réveil » de ces groupes ethniques, distinct de la « renaissance » géorgienne[6]. Les Ossètes sont un peuple d'origine iranienne arrivé en Géorgie au XIIIe siècle. Ils se répartissent aujourd'hui entre la région géorgienne d'Ossétie-du-Sud et la République d'Ossétie-du-Nord-Alanie dans le Nord-Caucase russe. L'Ossétie-du-Sud constituait une région autonome de la République socialiste soviétique (RSS) de Géorgie, tandis que l'Ossétie-du-Nord était une république autonome (RSSA) au sein de la RSS de Russie. Traditionnellement, l'Ossétie-du-Sud se méfie de l'État géorgien, craignant ce qu'elle perçoit comme un « chauvinisme » géorgien menaçant les identités ethniques. L'idée d'une réunification des deux Osséties est apparue lors du mouvement de renouveau national de la

L'idée d'une réunification des deux Osséties apparaît lors du renouveau national de la fin des années 1980, sous la perestroïka

3. Ces populations tiennent à obtenir des passeports russes, dans la mesure où leur refus de reconnaître l'État géorgien fait qu'elles n'ont pas de passeport géorgien et ne peuvent donc voyager hors du pays. Abkhazes et Sud-Ossètes sont aussi dispensés du régime de visas que la Russie a imposé aux citoyens géorgiens en décembre 2000 – une mesure décrite par le Parlement européen comme une « annexion *de facto* du territoire géorgien. » Voir Parlement européen, *Régime de visas imposé à la Géorgie par la Fédération de Russie*, adopté le 18 janvier 2001, disponible sur <www.europarl.eu.int/>.
4. Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Communiqué « V svyazi s obostreniem situatsii vokrug Yuzhnoi Osetii » (« Compte tenu de la dégradation de la situation autour de l'Ossétie-du-Sud »), 9 juillet 2004, disponible sur <www.ln.mid.ru/>.
5. BBC Monitoring (version en ligne), 4 août 2005, *RTR Russia TV,* Moscou, 13:00 GMT.
6. D. Darchiashvili, « Georgian security problems and policies », *in* D. Lynch (dir.), *The South Caucasus: A Challenge for the EU*, Paris, ISS-EU, « Chaillot Papers », n° 65, décembre 2003, p. 115.

fin des années 1980, pendant la perestroïka initiée par Mikhaïl Gorbatchev, alors que le regain du nationalisme géorgien aggravait les tensions interethniques dans la république soviétique. Il faut souligner que les Ossètes du nord n'ont jamais été très enthousiastes à l'idée d'une réunification. Ils se soucient bien plus de l'instabilité croissante de leur propre république, en particulier à la suite du siège de Beslan (septembre 2004), et des implications économiques d'une telle évolution[7].

Le 20 septembre 1990, les autorités communistes d'Ossétie-du-Sud proclament la République démocratique soviétique d'Ossétie-du-Sud, partie constitutive de l'URSS, et la séparation de cette nouvelle entité d'avec la Géorgie. Les résidents d'origine géorgienne vivant en Ossétie-du-Sud et en Abkhazie expriment alors leur mécontentement vis-à-vis de ce qu'ils perçoivent comme des choix anti-géorgiens, et en octobre 1990, Zviad Gamsakhourdia se hisse à la tête du Soviet suprême géorgien grâce, pour l'essentiel, au soutien qu'il apporte aux droits de ces populations géorgiennes. Z. Gamsakhourdia supprime le statut d'autonomie de l'Ossétie-du-Sud et déclare l'état d'urgence, transformant les aspirations ossètes à la réunification avec l'Ossétie-du-Nord en revendication violente[8]. Dès lors, les accrochages armés se multiplient, menant à une véritable guerre au printemps 1991. L'élection d'Edouard Chevardnadze à la présidence en mars 1992 devait encourager les deux parties à adopter une attitude plus conciliante, et le 24 juin 1992 étaient signés les accords de paix de Dagomys, déployant dans la zone de conflit une Force commune de maintien de la paix (FCMP) composée de trois bataillons « nationaux » de Géorgie, d'Ossétie-du-Sud et de Russie. Un organisme de négociation quadripartite, la Commission mixte de contrôle (CMC), est également mis en place, pour aider à la réconciliation politique entre les différents camps. Elle comprend des représentants de Géorgie, d'Ossétie-du-Sud, de Russie, d'Ossétie-du-Nord-Alanie, ainsi que de l'OSCE[9].

En dépit d'un durable cessez-le-feu, le règlement politique du conflit reste difficilement envisageable, et les autorités séparatistes gardent le contrôle de la plus grande partie du territoire de la région, à l'exception de plusieurs enclaves géorgiennes. La situation a semblé assez prometteuse à

7. K. S. Gadzhiev, *Geopolitika kavkaza* (« Géopolitique du Caucase »), Moscou, Mezhdunarodnyie Otnosheniya, 2001, p. 162.
8. Z. Gamsakhourdia proposa ouvertement de nettoyer le pays des Ossètes. À la suite des tentatives de Tbilissi, en août 1989, de faire du géorgien la seule langue officielle du pays, les autorités d'Ossétie-du-Sud (où seuls 14 % de la population parleraient le géorgien) décidèrent que l'ossète serait la seule langue du pays. Le 19 janvier 1991, l'Ossétie-du-Sud organisa un référendum au cours duquel 90 % de la population auraient voté en faveur d'un rattachement à la Russie, mais les résultats ne furent jamais reconnus par la Géorgie. Voir S. E. Cornell, *Small Nations and Great Powers: A Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus*, Londres, Curzon Press, 2001, p. 162-169. Voir aussi, J. Birch, « Ossetia: a Caucasian Bosnia in microcosm », *Central Asian Survey*, vol. 14, n° 1, 1995, p. 43-74.
9. L'UE y participe depuis avril 2001. L'OSCE (alors dénommée CSCE) a établi une mission en Géorgie le 6 novembre 1992. Pour plus d'information, voir F. Sabahi et D. Warner (dir.), *The OSCE and the Multiple Challenges of Transition*, Aldershot, Ashgate Publishing, 2004.

la fin des années 1990, les deux communautés semblant tentées de normaliser leurs relations, les réfugiés commençant à rentrer chez eux[10]. Mais en l'absence d'une solution politique claire, l'Ossétie-du-Sud se maintient hors du contrôle de Tbilissi et, hors de toute reconnaissance internationale, elle se retrouve très dépendante de revenus d'origine criminelle.

La reprise des hostilités entre la Géorgie, l'Ossétie-du-Sud et la Russie est la conséquence de la détermination de M. Saakachvili à s'attaquer aux problèmes non résolus de l'ère Chevardnadze. En mai 2004, les autorités géorgiennes installent une série de postes de contrôle pour endiguer le flux de marchandises arrivant à Ergneti en Ossétie-du-Sud – important centre de contrebande. Selon les autorités géorgiennes, ces postes de police furent si efficaces que les dirigeants sud-ossètes « sentirent que leur principale source de revenu, la contrebande, était menacée »[11]. Aux termes des accords de paix de 1992, les postes de contrôles ne pouvaient être installés dans la zone de conflit qu'avec l'autorisation de la CMC, que la Géorgie n'a pas cherché à obtenir. Le commandant des troupes russes de maintien de la paix dans la région, le général Sviatoslav Nabzdorov, a ainsi menacé de démanteler ces postes de contrôles, provoquant une crispation entre les soldats russes et les 300 hommes du ministère géorgien de l'Intérieur envoyés pour les défendre.

Localement, on craignait qu'avec le déploiement des troupes du ministère de l'Intérieur, la Géorgie ne cherche à sortir de l'impasse politique par des moyens militaires. Alors que le Premier ministre géorgien Zourab Jvania cherchait officiellement à rassurer, expliquant que la décision d'envoyer des troupes dans la région ne préludait pas à une attaque, il ajoutait au même moment : « personne ne doit ne serait-ce que penser à nous empêcher de rétablir l'ordre sur notre territoire, en Géorgie »[12]. Ce qui n'aidait pas vraiment à dissiper les soupçons. Dans un discours télévisé, M. Saakachvili assurait aux Ossètes que la Géorgie cherchait seulement à réaffirmer son contrôle sur la région par des moyens pacifiques, et précisait que la question du statut devait être déterminée par la négociation plutôt que par la force. Pour tenter de prouver ses intentions pacifiques, il proposait de rétablir la ligne ferroviaire vitale joignant la capitale, Tskhinvali, au reste de la Géorgie, de verser les retraites de la région sur le budget de l'État, de mettre en place un service gratuit d'ambulances pour la population de Tskhinvali, et de distribuer gratuitement des engrais pour l'agri-

10. D. Lynch, « A regional insecurity dynamic », *in* D. Lynch (dir.), *op. cit.*, note [6], p. 20.
11. Déclaration de Vano Merabichvili, secrétaire du Conseil de sécurité de Géorgie, reprise par BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 31 mai 2004, p. 13-14, *Georgian State Television Channel 1*, Tbilissi, 15:00 GMT.
12. BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 31 mai 2004, p. 11, *Imedi TV*, Tbilissi, 09:00 GMT.

culture[13]. Dernière manœuvre astucieuse : le président géorgien annonçait que la station de télévision régionale allait commencer à diffuser des informations en langue ossète.

Ces mesures auraient été beaucoup plus efficaces s'il avait été possible d'imposer un blocus complet sur les marchandises en provenance de Russie, l'Ossétie-du-Sud dépendant entièrement de l'aide extérieure. Et l'ensemble des mesures « douces » annoncées s'accompagnait d'une nette mise en garde : « La désintégration de la Géorgie ne se produira pas. C'est la fin d'une Géorgie fragmentée.[14] »

La guerre des mots

L'impasse dans laquelle se trouvaient les troupes russes et géorgiennes sur la question des postes de contrôle en mai 2004 déboucha bientôt sur une guerre des mots entre Moscou et Tbilissi, aggravant encore la confrontation. Le ministre russe des Affaires étrangères produisit un communiqué soulignant l'importance fondamentale de la question sud-ossète pour Moscou, et soutenant que « les actions brutales [de Tbilissi] ne [faisaient] rien pour favoriser le développement des relations russo-géorgiennes. » Une seconde déclaration très ferme du même ministre allait plus loin le 1er juin 2004, avertissant que « les mesures provocatrices » de Tbilissi pouvaient entraîner « des conséquences extrêmement négatives »[15]. Le ministre géorgien des Affaires étrangères répondait alors en rappelant que « le problème concerne le territoire de la Géorgie qui est un État souverain »[16]. En dépit des protestations pacifiques de Tbilissi, E. Kokoïty maintint une attitude hostile, en appelant la Douma russe à reconnaître l'Ossétie-du-Sud comme État indépendant, et à prendre des mesures de protection de la population[17].

La réticence d'Edouard Kokoïty au compromis et au dialogue a été largement démontrée durant l'été 2004. En réponse à ce qu'il décrivait comme

13. Le président géorgien a observé que « [les] concitoyens d'origine ossète ont participé à l'enrichissement de [la] nation au même titre que les autres citoyens de Géorgie. Aujourd'hui, ils sont dans une situation injuste puisqu'ils ne sont pas en mesure de percevoir les pensions de retraite auxquelles ils ont droit en tant qu'habitants de la Géorgie. » Déclaration reprise par BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 31 mai 2004, p. 14, *Georgian State Television Channel 1,* Tbilissi, 16:14 GMT, 31 mai 2004.
14. *Ibidem.* Pour un point de vue russe sur le nouveau modèle de « maintien de la paix » de la Géorgie, voir *Novye Izvestiya*, 17 juin 2004, p. 1-4.
15. Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Communiqué du 1er juin 2004, disponible sur <www.ln.mid.ru/>. Le ministère russe des Affaires étrangères critiquait aussi sévèrement Tbilissi pour avoir apparemment utilisé en Ossétie-du-Sud des troupes entraînées par le programme américain Georgia Train and Equip Program (GTEP). Ce communiqué fut suivi, le 2 juin, par une déclaration de la Douma russe condamnant les renforts géorgiens en Ossétie-du-Sud ; une semaine plus tard, le Conseil de la Fédération de Russie exprimait son inquiétude quant à la montée des tensions dans la région, et appelait à la retenue.
16. BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 2 juin 2004, p. 19, *Kavkazia-Press News Agency,* Tbilissi, 09:29 GMT.
17. *Nezavisimaya Gazeta* (version en ligne), 11 juin 2004, disponible sur <www.ng.ru/>.

la « politique agressive » de la Géorgie, le dirigeant sud-ossète proclama la suspension de toutes les relations avec Tbilissi : la région ne maintiendrait désormais le contact avec les officiels géorgiens que dans le cadre de la CMC et les négociations ne reprendraient qu'une fois que la Géorgie aurait indemnisé l'Ossétie-du-Sud « pour les dommages subis lors de l'agression du début des années 1990 »[18], le préjudice étant évalué à un milliard de dollars (34 milliards de roubles). Il exigea aussi des excuses et une reconnaissance par le Parlement géorgien du « génocide du peuple sud-ossète entre 1989 et 1991 »[19]. Les jours suivants, cependant, le dirigeant sud-ossète paraissait changer de ton dans une interview à la télévision géorgienne où il appelait Tbilissi à engager le dialogue : « L'Ossétie-du-Sud n'est pas l'ennemie de la Géorgie »[20].

La tension entre la Géorgie et la Russie devait monter encore d'un degré en juillet 2004, lorsque 38 soldats de la paix géorgiens furent capturés par une milice armée dans le village sud-ossète de Vanati. Le Parlement géorgien publia un communiqué sur la situation en Ossétie-du-Sud, appelant la Russie à « faire un choix entre l'adhésion aux normes civilisées et le soutien au séparatisme, à la dictature et à la criminalité », et réitérant les intentions pacifiques des autorités géorgiennes : « les intérêts culturels, économiques et sociaux des citoyens d'ethnie ossète seront toujours pleinement protégés dans une Géorgie unifiée »[21]. M. Saakachvili accusait alors les politiques russes de « souffrir d'ambitions néo-impérialistes malsaines » et d'aggraver le conflit en Ossétie-du-Sud. « Nous voulons avoir des relations normales et positives avec la Russie… [Elle] est un partenaire important pour nous, mais nous ne pouvons pas nous laisser aller à la politique de l'autruche »[22]. Soumis depuis des années aux pressions russes, les dirigeants géorgiens pensent bénéficier du soutien des États-Unis et d'autres nations occidentales et se sentent dès lors beaucoup plus assurés dans leurs prises de position. Un tel soutien s'est manifesté lorsque le secrétaire d'État américain Colin Powell prit l'initiative d'un contact téléphonique avec son homologue russe Sergueï Lavrov pour discuter du regain de tension en Ossétie-du-Sud et en appeler à la retenue afin d'éviter un conflit armé. Aux termes d'une déclaration du

Saakachvili accuse les autorités russes de « souffrir d'ambitions néo-impérialistes malsaines »

18. BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 11 juin 2004, p. 21, *Interfax News Agency*, Moscou, 16:21 GMT.
19. *Ibidem*.
20. BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 12 juin 2004, p. 14, *Imedi TV,* Tbilissi, 12:00 GMT.
21. Communiqué du Bureau du Parlement géorgien, 9 juillet 2004, Tbilissi, disponible sur <www.parliament.ge/>.
22. BBC Monitoring, Select Central Asia and Transcaucasus, 10 juillet 2004, p. 19-21, *Rustavi-2 TV,* Tbilissi, 11:00 GMT.

ministère russe des Affaires étrangères suivant cet appel téléphonique, les deux parties auraient affirmé leur attachement au maintien de l'intégrité territoriale de la Géorgie sans recours à la force[23].

En dépit des propos vigoureux de M. Saakachvili, la Géorgie s'est gardée de toute action de représailles. Le président géorgien menaça cependant d'abandonner l'accord de cessez-le-feu de 1992 quand la Russie commença à regrouper des blindés en Ossétie-du-Sud, officiellement pour renouveler, comme prévu, l'équipement des troupes russes de maintien de la paix déployées dans la région[24]. En Adjarie, le président se fit menaçant : « Si le drapeau géorgien ne peut flotter sur la région de Tskhinvali dans le cadre des accords existants signés par Chevardnadze, je suis prêt à dénoncer ces accords. » Moscou le mit alors en garde : toute tentative de se retirer de l'accord de paix de 1992 pourrait déclencher un nouveau conflit armé dans la région – avertissement que reprirent E. Kokoïty et son « ministre des Affaires étrangères » Murad Jioyev. Les responsables géorgiens s'employèrent dès lors à calmer les craintes d'une guerre imminente, en soulignant que les propos de M. Saakachvili ne signifiaient pas un rejet de tout accord, et qu'un nouveau traité de paix pourrait remplacer les accords de Dagomys[25].

La menace d'une guerre s'éloigna encore lorsque la Géorgie retira d'Ossétie-du-Sud la plus grande partie de son contingent de maintien de la paix, fin 2004. En avril 2005, ce dernier fut réduit jusqu'à 25 militaires, laissant entrevoir le spectre du chaos et de l'instabilité dans la région. Le nouveau ministre de la Défense géorgien, Irakli Okrouachvili, justifia cette mesure, déclarant qu'il avait pris cette décision en partie pour se défaire de son image de « faucon » et de « va-t-en-guerre » qui chercherait uniquement à provoquer un conflit en Ossétie-du-Sud. La mort, en février 2005, du Premier ministre géorgien Zourab Jvania avait jeté une ombre sur les relations avec l'Ossétie-du-Sud, laissant craindre une ascension des « faucons »[26]. Cette perspective avait été ouverte par le remaniement ministériel de décembre 2004, qui voyait I. Okrouachvili passer du poste de ministre de l'Intérieur à celui de ministre de la Défense. Okrouachvili

23. Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 9 juillet 2004, disponible sur <www.ln.mid.ru/>.
24. Environ 44 blindés, dont 22 véhicules de combat BMP-2 pour l'infanterie et 18 véhicules de transport des troupes BTR-70, furent envoyés dans la région, officiellement pour le bataillon sud-ossète de la FCMP. Ils étaient destinés à remplacer 40 blindés présents dans la zone de conflit depuis 1992 et qui devaient être révisés à Vladikavkaz en Ossétie-du-Nord. La Russie a formellement démenti avoir omis d'informer la Géorgie de la rotation de ce matériel.
25. Guigui Ougoulava, vice-ministre géorgien de la Sécurité, a essayé de calmer les tensions en proposant une révision de l'accord de 1992 au motif qu'il ne reflétait plus la réalité (voir I. Baramidze, « Georgy Ugulava: "Gruzii voina ne nuzhna" » (« Guigui Ougoulava : "la Géorgie ne veut pas de guerre" »), *Novye Izvestiya*, 26 juillet 2004, p. 4).
26. Pour une analyse des conséquences de la mort de Jvania, voir C.W. Blandy, *Georgia: the Death of Zurab Zhvania. « A Setback for President, Government & Country »*, Wilts, Conflict Studies Research Centre, « Caucasus series », février 2005.

est né à Tskhinvali et soutient le rétablissement de l'intégrité territoriale de la Géorgie[27]. Les changements de la scène politique intérieure géorgienne n'allaient donc pas dans le sens de la résolution pacifique du conflit avec l'Ossétie-du-Sud, et le second semestre de 2005 a vu la région se militariser encore plus. Les tentatives de M. Saakachvili de reprise du contrôle de l'Ossétie-du-Sud sont au point mort, et Tbilissi n'a pas avancé vers le rétablissement de l'intégrité territoriale géorgienne. Alors que sur place les accrochages entre groupes armés se poursuivent, la menace d'un conflit violent impliquant des troupes géorgiennes, russes et sud-ossètes reste tout à fait réelle.

La question du contrôle de la frontière au passage de Roki reste l'un des principaux obstacles à un accord entre la Russie et la Géorgie. Tbilissi y a demandé la création d'un poste de contrôle russo-géorgien commun jouxtant le tunnel de l'autoroute transcaucasienne. Il s'agit de la seule route reliant l'Ossétie-du-Sud à la Russie, et les responsables géorgiens pensent qu'un check-point commun permettrait d'empêcher une contrebande facilitée par l'absence de contrôle[28]. Les inquiétudes géorgiennes sur ce passage ont été comparées aux craintes des Russes concernant le secteur tchétchène de la frontière russo-géorgienne : lorsque Moscou fut exaspérée de voir les combattants tchétchènes s'échapper à travers la massive chaîne du Caucase, la Géorgie céda aux demandes russes d'établir un contrôle commun sur cette partie de la frontière[29]. Moscou est au contraire restée intransigeante sur la question du passage de Roki ; et le problème reste ignoré, bien que les responsables géorgiens demandent toujours un contrôle renforcé de l'OSCE sur la région.

La résolution pacifique du conflit achoppe aussi sur le déficit de dialogue direct entre Tbilissi et les autorités sud-ossètes. Pour les autorités géorgiennes, la plupart des postes clés de Tskhinvali relatifs à la sécurité sont occupés par d'anciens ou d'actuels officiels russes. Givi Targamadze, président de la Commission parlementaire de la Défense géorgienne, a qualifié d'« inutiles » les pourparlers avec l'Ossétie-du-Sud, puisque les titulaires « des postes clés à Tskhinvali sont directement nommés par la Russie », les autorités locales n'ayant aucune influence. Il n'y avait pas de représentant de l'Ossétie-du-Sud, ni de la Russie, à la Conférence de paix qui s'est tenue à Batoumi en juillet 2005, et où M. Saakachvili dévoila ses nouvelles propositions pour résoudre le conflit.

---

27. I. Okrouachvili, *Georgia: Security Challenges and Opportunities*, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, « Statesman's Forum », 16 juin 2005.
28. Pour plus de détails sur la contrebande entre Ossétie-du-Nord et Ossétie-du-Sud, voir M. Shavlokhova, « V shage ot voini » (« À deux doigts d'une guerre »), *Novye Izvestiya*, 1er juillet 2004, p. 1-4.
29. Des tensions se firent jour entre la Russie et la Géorgie, fin 2004, lorsque Moscou refusa de prolonger le mandat de contrôle de l'OSCE, qui couvrait la frontière géorgienne avec les républiques de Tchétchénie, d'Ingouchie et du Daghestan. Le mandat a expiré le 31 décembre 2004 à minuit.

Moscou joue un rôle clé dans l'affaire, à la fois en nourrissant les conflits et en calmant les tensions. Incapables de cesser de s'ingérer dans ce qu'ils jugent être leur arrière-cour, les responsables russes rencontrent périodiquement les dirigeants des régions séparatistes de la Géorgie. En septembre 2005, ils accueillaient une conférence de républiques autoproclamées, la « Communauté des États non reconnus », avec des représentants d'Ossétie-du-Sud, d'Abkhazie et de Transnistrie. Cette reconnaissance tacite d'une grande puissance mondiale ne peut qu'encourager les séparatismes. Les responsables sud-ossètes ont ainsi rejeté une série de propositions de paix de Tbilissi, offrant une autonomie considérable, au prétexte que la région est déjà indépendante et qu'accepter un accord représenterait en définitive un recul.

Moscou joue un rôle clé dans l'affaire, à la fois en nourrissant les conflits et en calmant les tensions

Ramifications internationales

Depuis la reprise des hostilités, les dirigeants géorgiens ont constamment demandé une plus grande implication régionale et internationale ; et en juillet 2004, des pourparlers se sont tenus à Tskhinvali auxquels ont assisté des représentants de la Géorgie, de la Russie, de l'OSCE, de la Commission européenne et des Nations unies. Tbilissi recherche un contrôle international de la situation en Ossétie-du-Sud afin d'établir de manière indépendante la quantité d'armes et de formations armées présentes dans la région – et ce, en particulier pour mettre fin à des rumeurs infondées qui attisent le feu des oppositions.

Tbilissi cherche à utiliser les tribunes internationales des Nations unies ou de l'OSCE également pour tenter de réduire l'influence russe dans le Caucase. M. Saakachvili a réitéré son attachement à une résolution pacifique des conflits séparatistes dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2004. Tout en proposant un plan de règlement en trois étapes, il a insisté sur sa détermination à résoudre ces conflits, affirmant que de tels « trous noirs » étaient « incompatibles avec le progrès, le développement et une stabilité durable »[30]. Le président géorgien a aussi demandé une meilleure coopération entre la Géorgie et la Russie ainsi que la fin du principe des deux poids deux mesures : une référence indirecte au soutien russe aux groupes séparatistes en Géorgie[31].

30. M. Saakachvili, *Remarks on the Occasion of the 59th Session of the UN General Assembly*, New York, Organisation des Nations unies, 21 septembre 2004, disponible sur <www.un.org/>, p. 6-10.
31. *Ibidem*, p. 11.

Les relations russo-géorgiennes ont également été discutées à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) en octobre 2004, où Nino Bourjanadze, présidente du Parlement géorgien, accusa une fois de plus la Russie d'appliquer deux poids, deux mesures, en soutenant les groupes séparatistes en Géorgie et en les combattant en Tchétchénie. Le 14 octobre, le Parlement européen adopta une résolution « déplorant les récentes déclarations des autorités russes sur le recours à des frappes préventives dans le Sud-Caucase »[32]. M. Saakachvili utilisa encore la tribune de l'APCE en janvier 2005 afin d'accuser la Russie d'entraver les efforts pour résoudre le conflit. Il y exposa aussi les grandes lignes de son nouveau plan de paix (incluant une garantie des droits linguistiques ainsi qu'un contrôle local sur l'éducation, le maintien de l'ordre et les politiques sociales), offrant à la région la garantie constitutionnelle d'une large autonomie dans une Géorgie fédérale, une proposition rejetée, comme on l'a vu, par l'Ossétie-du-Sud au prétexte qu'elle est déjà « indépendante ».

La Géorgie a cherché à impliquer à la fois l'UE et les États-Unis dans le règlement du conflit. Lors de sa visite en mai 2005, le président américain George W. Bush réclama le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie en soutenant les plans de M. Saakachvili qui prévoyaient de faire de l'Ossétie-du-Sud et de l'Abkhazie des régions autonomes mais non indépendantes. Au lendemain de la crise internationale générée par l'opération controversée d'Irak, l'Administration Bush cherchait de nouveaux alliés dans ces zones centrales du Caucase et de la Caspienne. La Géorgie y occupe une position stratégique clé, entre l'Europe, l'ancienne URSS et le Moyen-Orient. De plus, Tbilissi tient beaucoup à préserver son autonomie politique de l'influence du puissant voisin du nord. Les États-Unis ont ainsi un allié accommodant dans une zone géostratégiquement vitale et économiquement importante, tandis que la Géorgie bénéficie d'une aide considérable, financière, militaire et politique.

Au contraire des États-Unis, la politique de l'UE vis-à-vis de la Géorgie, et de la région du Caucase en général, est hésitante. Elle a cependant inclus le Sud-Caucase dans la politique européenne de voisinage (PEV), un revirement par rapport aux lignes de conduite antérieures qui évitaient tout engagement dans la région. Bien que la PEV n'offre nulle possibilité d'adhérer à l'UE, elle propose une « relation privilégiée », avec comme horizon la stabilité et la prospérité de l'Union. C'est un noble objectif, mais peu de réels progrès ont été accomplis vers un approfondissement des relations avec les États du Sud-Caucase. Bien que la Commission européenne ait recommandé leur « intensification significative » à travers le développement d'un Plan d'action, l'intégration de ces pays dans la PEV

32. Texte adopté à la séance du Parlement européen, jeudi 14 octobre 2004, disponible sur <www.europarl.eu.int/>.

doit encore se traduire par de véritables programmes[33]. En mai 2003, le secrétaire général sortant de l'OTAN, Lord Robertson, décrivait la région du Caucase comme une « zone d'une importance cruciale pour la sécurité commune [de l'OTAN] », et les pays qui la forment comme « des États en première ligne contre les menaces du terrorisme, de la prolifération et de l'instabilité régionale »[34]. La région est également devenue plus importante pour la sécurité économique de l'Occident. En 2006, environ 25 % des nouvelles ressources pétrolières mondiales devraient provenir de la région caspienne, un objectif auquel contribue le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui a commencé à acheminer du pétrole en mai 2005. La Géorgie est considérée comme le maillon le plus faible de cette infrastructure d'exportation.

Les efforts géorgiens pour se tourner vers l'Occident incommodent Moscou. En septembre 2005, le ministre russe des Affaires étrangères a mis en garde les États membres de l'OTAN contre la fourniture de matériel militaire à la Géorgie, laquelle pourrait déstabiliser toute la région du Caucase en renforçant le désir de Tbilissi de résoudre ses conflits territoriaux par l'affrontement[35]. En dépit des critiques géorgiennes sur l'attitude russe, il faut aussi prendre en compte le rôle modérateur de Moscou dans l'ensemble de la région caucasienne. Son influence stabilisatrice et son importante présence ne peuvent être ignorées. C'est pour l'essentiel la Russie qui a permis d'éviter toute effusion de sang lors de la « révolution des roses » en Géorgie (novembre 2003), en pesant discrètement pour favoriser le départ de Chevardnadze ; et elle reste la puissance économique clé dans le pays[36].

***

M. Saakachvili poursuit une stratégie à haut risque. En faisant du rétablissement de l'intégrité territoriale du pays sa priorité et en cherchant à résoudre de très anciens conflits séparatistes, il prend le risque, en cas d'échec, de saper sa propre position politique. Dès le début de sa présidence, il a affirmé sa détermination à régler la question de l'Ossétie-du-Sud, peut-être afin d'affirmer son leadership, et son intention de poursuivre une

Saakachvili poursuit une stratégie à haut risque

33. Commission européenne, *Country Strategy Paper 2003-2006. Tacis National Indicative Programme 2004-2006. Georgia, Bruxelles,* Commission européenne, adopté le 23 septembre 2003.
34. Discours prononcé par Lord Robertson à l'Université française d'Erevan (Arménie), le 15 mai 2003, disponible sur <www.nato.int/>.
35. Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 13 septembre 2005, déclaration disponible sur <www.ln.mid.ru/>.
36. À l'été 2003, le monopole russe de l'électricité, UES, a acquis le principal fournisseur d'énergie de la Géorgie. Ironiquement, il l'a racheté à l'entreprise énergétique AES Corp. L'accord avec le géant du gaz russe Gazprom pour la fourniture de gaz naturel a aussi été très controversé, dans la mesure où il rend le pays totalement dépendant des exportations russes.

politique plus dynamique que son prédécesseur. Bien qu'il n'ait cessé de démentir tout projet militaire contre l'Ossétie-du-Sud, il risque de ne plus avoir vraiment le choix si toutes ses tentatives de résoudre le conflit par des moyens politiques et économiques échouent. Dans une déclaration qui pourrait être prémonitoire, le président de la Commission parlementaire de la Défense géorgienne a affirmé que Tbilissi devait continuer à rechercher un règlement négocié, mais qu'il n'écartait pas la possibilité « que la crise ne devienne plus aiguë cet automne et que le conflit n'atteigne son point culminant au printemps [2006] », deux ans après que M. Saakachvili ait annoncé son intention de réintégrer l'Ossétie-du-Sud dans la Géorgie[37].

Une nouvelle offensive paraît peu probable. Mais si M. Saakachvili se résolvait à l'option militaire pour sortir de l'impasse politique, le conflit pourrait être un désastre pour l'instable Sud-Caucase et exigerait le déploiement de forces internationales de maintien de la paix ou de missions internationales, ainsi qu'une aide humanitaire substantielle et des forces pour protéger les infrastructures énergétiques de la région. Derrière l'hypothèse d'un règlement militaire se profile aussi celle d'un affrontement ultérieur avec la Russie, puissance économique et militaire dominante. L'attitude de Moscou à l'égard des problèmes séparatistes rencontrés par Tbilissi est ambiguë : tout en soutenant l'intégrité territoriale de la Géorgie, elle ne rejette pas publiquement les demandes sud-ossètes d'intégrer la Fédération de Russie. Mais si Moscou voulait réellement incorporer l'Ossétie-du-Sud, elle l'aurait sans doute déjà fait…

Suite à l'accord de 2005 entre Moscou et Tbilissi sur la fermeture des bases militaires russes en Géorgie, on a cru pouvoir poursuivre cet élan positif pour régler d'autres points de friction importants. On peut se demander si la Russie a vraiment intérêt à faciliter le règlement de ces conflits, dans la mesure où ceci la priverait d'un moyen de pression sur Tbilissi. On peut considérer l'approche russe comme peu visionnaire : sur le court terme, la Russie gagne en influence sur son voisin du sud en fournissant un soutien aux groupes séparatistes ; sur le long terme, une telle intervention ne peut apporter que davantage d'instabilité dans le Caucase. Moscou gagnerait plus, sans doute, à encourager le développement d'un pays solide sur son instable frontière sud, et à coopérer avec Tbilissi sur des problèmes transnationaux comme le trafic d'armes et de drogues. Mais d'un autre côté, une Géorgie instable est moins attractive pour l'Occident en termes d'investissement et de partenariat politique, ce qui permet aussi à Moscou de conserver son influence dominante sur la région.

37. BBC Monitoring (version en ligne), 15 septembre 2005, *Alia Newspaper*, Tbilissi, 15 septembre 2005.

Le conflit a des conséquences non seulement sur la stabilité interne de la Géorgie et de la région caucasienne, mais aussi sur l'Europe et la communauté internationale dans son ensemble. Une plus grande implication internationale est nécessaire, notamment pour l'OSCE et l'UE. Les nombreux conflits non résolus dans le sud du Caucase ne peuvent plus être considérés comme étrangers à la sécurité européenne. Dans la mesure où les frontières d'organisations telles que l'UE ou l'OTAN glissent progressivement vers l'Est, et où les intérêts occidentaux dans la région s'étendent en fonction de son importance comme zone de transit des hydrocarbures de la Caspienne, une plus grande attention doit être portée à la sécurité de cette nouvelle périphérie. Les conflits non résolus minent la stabilité de la région non seulement par la menace d'une reprise des combats, mais aussi et surtout parce que cette situation crée des « trous noirs », hors de tout contrôle gouvernemental, qui fournissent des conditions idéales pour le développement du terrorisme, du crime organisé et de tous les trafics.

Mikhaïl Saakachvili tente, tant bien que mal, de réintégrer l'Ossétie-du-Sud dans le giron géorgien. Même s'il est décidé à engager le dialogue avec la région séparatiste sur la question de son statut politique, rien ne pousse E. Kokoïty à participer à ces négociations tant qu'il bénéficie du soutien russe. En apparence, le conflit oppose les autorités de Tbilissi aux séparatistes. Mais il est bien un champ de bataille entre la Géorgie et la Russie.

PE

mots-clés :

Géorgie
Russie
Ossétie-du-Sud
Abkhazie